

Communauté  
de Communes



Territoire de  
Beaurepaire

## CONSEIL COMMUNAUTAIRE *Procès Verbal*

JEUDI 12 MARS 2015 À **18H00**  
*Salle du Conseil –  
Centre administratif – rez-de-chaussée  
Commune de Beaurepaire*

# CONSEIL COMMUNAUTAIRE – JEUDI 12 MARS 2015

DÉLÉGUÉS TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLÉANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT			Pouvoir		
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Chantal ROMANO			X		
Mme Colette BENISTANT		X			
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE			Pouvoir		
M. Yannick PAQUE			Pouvoir		
Mme Michèle TARNAUD		X			
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN		X			
M. Jean Claude SCHMIT		X			
Mme Annie MONNERY		X			
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Gilbert PERROT		X			
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X		Mme Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS	X			
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme Nadège CHANAUX		X			
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X		M. Georges DEPARIS	
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU	X			
M. Denis MERLIN			Pouvoir		
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE		X			
Mme Claude NICAISE	PACT	X			
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X		Mme Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE		X	M. Bernard COUDERT	X
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE	X			
M. Jean Louis DELAY			Pouvoir		
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN		Pouvoir		
M. Lionel POIPY		X			
M. Gérard BECT	ST BARTHÉLEMY		X		
Mr Bruno DANNONAY			X		
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS	X		M. Gilles SIVIGNON	

## ORDRE DU JOUR

<b>I- ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES.....</b>	<b>.....</b>
1. Charte forestière : validation du plan d’approvisionnement territorial .....	4
2. Charte forestière de bas Dauphiné et Bonnevaux : validation du cadrage budgétaire des projets 2015 .....	5
3. Charte forestière : validation des demandes de subvention pour l’animation 2015 de la charte .....	5
<b>II- TOURISME.....</b>	<b>6</b>
4. Conformité de la taxe de séjour avec la loi.....	6
<b>III- CULTURE - PATRIMOINE .....</b>	<b>7</b>
5. Médiathèque tête de réseau – choix du lauréat.....	7
<b>IV- ADMINISTRATION GÉNÉRALE .....</b>	<b>9</b>
6. Maison de santé pluri-professionnelle : jury de concours.....	9
7. Avancement de grade.....	10
<b>V- INFORMATION SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE .....</b>	<b>12</b>

### SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Mme Claude NICAISE

### ASSISTAIENT EN OUTRE :

M. Frédéric VINCENT  
Mme Karine PETIT  
Mme Gaëtane JAMBU  
M. Gérard DECOHEN

Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire  
Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire  
Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire  
Dauphiné Libéré

Mme NICAISE souhaite la bienvenue aux élus et laisse la parole à Mr NUCCI, Président, qui donne lecture du compte-rendu de la séance du 26 février.

Mr SCHMIT intervient afin de faire remarquer que tous ses propos relatifs à la redevance incitative, n’ont pas été retranscrits dans le procès-verbal. Un courrier en ce sens a été adressé à Mr NUCCI.

Mr NUCCI rappelle que le personnel administratif retranscrit les propos dans les grandes lignes, pas mot pour mot. Il souligne également que dans le courrier lui ayant été adressé, Mr SCHMIT conteste l’intervention de Mme GUILLAUD LAUZANNE lors de la dernière séance et le manque de retranscription dans les articles de journaux de Mr DECOHEN. Mr NUCCI précise que ces contestations n’ont pas lieu d’être, les séances se déroulant dans un esprit démocratique et tout un chacun ayant librement le choix de s’exprimer.

Mr SCHMIT est sollicité afin de faire parvenir par écrit, les observations complémentaires à intégrer dans le procès-verbal de février, et qui feront l’objet d’une lecture en séance prochaine.

Le compte-rendu de la séance du 26 février est adopté à la majorité (2 oppositions), et la séance peut débiter.

Mr NUCCI avec accord du Conseil communautaire ajoute trois questions supplémentaires à l’ordre du jour :

- Motion de soutien à la clinique St Charles
- Accessibilité – groupement de commande
- Modification du COPIL Médiathèque

## I- ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

RAPPORTEUR : Christian FANJAT

### 1. Charte forestière : validation du plan d'approvisionnement territorial

Dans le cadre de la charte forestière, il est désormais proposé de valider le plan d'approvisionnement territorial.

Le Plan d'Approvisionnement Territorial est un outil d'aide à la décision développé par la Fédération Nationale des Communes Forestières. Il permet de synthétiser sous forme graphique et cartographique un ensemble complexe de données. Il permet notamment d'identifier les secteurs d'information prioritaire en prenant en compte la totalité du territoire (territoire découpé en mailles d'1 ha). Il permet de localiser et de prioriser les démarches nécessaires à la mobilisation de la ressource et les investissements qui en découleront. Il n'est pas directement opérationnel, il a seulement vocation à orienter les choix en traitant les territoires de façon équilibrée.

Il semble important de valider la démarche de Plan d'Approvisionnement Territorial, entre autre afin de connaître précisément l'état des lieux de la ressource bois du territoire et d'avoir une base solide de réflexion en vue des prochains projets qui pourraient voir le jour, notamment en matière de desserte.

Il en ressort l'intérêt de cette « étude » qui permet une vision des objectifs à court terme mais également une prise en compte des éventuels changements de la ressource (notamment en raison du changement du climat). Il est précisé que le travail portera sur une période de 9 à 12 mois environ.

De plus, un plan de financement a été établi en fonction d'une première estimation du coût global du projet. Le montant estimé (AVEC ou SANS l'option « placettes permanentes ») et les détails du projet pourront être revus à son lancement, mais leur validation est nécessaire en vue des demandes de subvention à effectuer dans les plus brefs délais pour ce projet.

PLAN DE FINANCEMENT DU PLAN D'APPROVISIONNEMENT TERRITORIAL							
Dépenses			Recettes				
Désignation	Montant € HT	Montant € TTC		Taux	Base	Montant	
Accompagnement Cofor	20 650	20 650	Conseil Régional/CDDRA BV	20%	44 050,00	8 810,00	
ESTIMATION frais d'acquisition de données HORS option	19 500	23 400	Conseil Régional/CDDRA IPA	20%	44 050,00	8 810,00	
ESTIMATION frais d'acquisition de données AVEC option	27 000	32 400	Conseil Régional/CDDRA RP	20%	44 050,00	8 810,00	
			CG 38	10%	44 050,00	4 405,00	
			ADEME	10%	44 050,00	4 405,00	
			Participation des EPCI	20%	44 050,00	8 810,00	
			ViennAgglo	25,4%	8 810,00	2 237,74	
			Bièvre Isère	20,1%	8 810,00	1 770,81	
			CCRSJ	18,3%	8 810,00	1 612,23	
			CCTB	19,6%	8 810,00	1 726,76	
			CCPR	16,6%	8 810,00	1 462,46	
Total général HORS option placettes permanentes	40 150,00	44 050,00	TOTAL Recettes HORS option			44 050,00	
Total général AVEC option placettes permanentes	47 650,00	53 050,00					

Vu le plan de financement estimatif d'un Plan d'Approvisionnement Territorial,

Considérant que cet outil permet d'orienter le programme d'actions vers les projets les plus opérationnels et de guider les choix futurs en équilibrant les interventions entre les différentes intercommunalités.

# PROJECTION ACTIONS 2015/2016

Actions	Estimations (en € TTC)			EPCI		ViennAgglo	BI	CCPR	CCRSJ	CCTB
	Montant total de l'action	Part 2015	Part 2016	Besoin de financement		25,40%	20,10%	16,60%	18,30%	19,60%
Animation et mise en œuvre du programme d'actions + Communication (Axe A)	47 500	47 500	50 000	20%	9 500	2 413	1 910	1 577	1 739	1 862
Animation	44 300	44 300	50 000	20%	8 860	2 250	1 781	1 471	1 621	1 737
Communication (A)	3 200	3 200		20%	640	163	129	106	117	125
Evaluation des actions 2014/2015 (A)	Animation									
Sensibilisation et gestion des usages (B)	Animation (réunion le 01/12)									
Cartographie de la ressource et identification des points noirs (C) = PAT	50 000	35 000	15 000	20%	7 000	1 778	1 407	1 162	1 281	1 372
Etat des lieux des chaufferies (D)	Couplé au PAT									
Bois énergie : formations élus (D)	2 comprises dans le service rendu par COFOR									
Expérimentation état des lieux avt/après (D)	Animation (réunion le 01/12)									
Identification tissu économique du territoire (D)	7 000	3 500	3 500	80%	2 800	711	563	465	512	549
Convention CRPF (Animation + Rgpt parcelles) (C + E)	12 300	6 125	6 125	80%	4 900	1 245	985	813	897	960
Démarche "Adaptation au changement climatique" (Itinéraires sylvicoles) (E)	13 000	6 500	6 500	20%	1 300	330	261	216	238	255
<b>TOTAL 2015 (en € TTC)</b>	<b>129 800</b>	<b>98 625</b>	<b>81 125</b>		<b>25 500</b>	<b>6 477</b>	<b>5 126</b>	<b>4 233</b>	<b>4 667</b>	<b>4 998</b>

Il permet à chaque EPCI du territoire de la Charte de se positionner sur le montant financier qu'il entend consacrer à la mise en œuvre du programme d'actions de la Charte pour l'année 2015. Ces montants sont estimatifs et sont présentés à titre indicatif.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Adopter** le cadrage budgétaire 2015 suivant :

**DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ**

## **3. Charte forestière : validation des demandes de subvention pour l'animation 2015 de la charte**

La nouvelle démarche de demande de subvention pour l'animation 2015 de la Charte Forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux est présentée.

Elle consiste à solliciter l'aide financière de l'Union Européenne au titre du FEADER à hauteur de 30%, et du Conseil Régional, via le CDDRA Isère Porte des Alpes, à hauteur de 50%, sur une programmation de 9 mois.

En effet, la demande de subvention réalisée auprès de l'Union Européenne au titre du FEADER, via la DRAAF, a été effectuée pour une période 12 mois, du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015, c'est pourquoi il convient de la renouveler à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015, afin de marquer le souhait de poursuivre cette animation.

Par ailleurs, le CDDRA Isère Porte des Alpes se terminant en fin d'année 2015, une nouvelle demande devra être réitérée auprès du CDDRA Bièvre Valloire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, pour une période d'au moins 1 an.

L'objectif est de coupler les démarches auprès du Conseil Régional et de la DRAAF (FEADER).

La demande est donc réalisée pour une période de 9 mois.

Le plan de financement proposé pour l'animation 2015 de la Charte Forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 31 décembre 2015 est le suivant :

Animation et communication de la Charte Forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux Période du 1er avril 2015 au 31 décembre 2015			
Plan de financement au 07/01/2015 - Base 9 mois			
Dépenses HT		Recettes	
Frais de personnel	26 250 €		
		FEADER (SERFOBE) 30%	11 149 €
Location du bureau	2 063 €		
		Région Rhône Alpes volet ingénierie 50%	17 381 €
Frais de déplacement et autres frais liés à l'animation	6 450 €		
		Région Rhône Alpes volet ingénierie 50%	1 200 €
Communication	2 400 €		
		Autofinancement des EPCI	7 433 €
	37 163 €		37 163 €

Animation et communication de la Charte Forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux Période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015			
Plan de financement au 07/01/2015 - Base 12 mois			
Dépenses HT		Recettes	
Frais de personnel	35 000 €		
		FEADER (SERFOBE) 30%	14 865 €
Location du bureau	2 750 €		
		Région Rhône Alpes volet ingénierie 50%	23 175 €
Frais de déplacement et autres frais liés à l'animation	8 600 €		
		Région Rhône Alpes volet ingénierie 50%	1 600 €
Communication	3 200 €		
		Autofinancement des EPCI	9 910 €
	49 550 €		49 550 €

Vu les plans de financements présentés,

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de:**

**Valider** lesdits plans de financement

**Autoriser** le Président de la Communauté de communes de la Région Saint Jeannaise, en tant que représentant de la structure porteuse de la Charte Forestière, à solliciter l'aide financière du Conseil Régional, via le CDDRA Isère Porte des Alpes, pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2015.

**Autoriser** le Président de la Communauté de communes de la Région Saint Jeannaise, en tant que représentant de la structure porteuse de la Charte Forestière, à solliciter l'aide financière de l'Union Européenne au titre du FEADER pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2015.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

## II- TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

### 4. Conformité de la taxe de séjour avec la loi

L'article 67 de la loi de finances 2015 réforme la taxe de séjour.

Il convient ainsi de se mettre en conformité.

Une catégorie « Chambres d'Hôtes » et une catégorie « emplacement dans les aires de camping-cars et des parkings touristiques par tranche de 24 heures » sont créés.

Nature des hébergements	Tarifs de la taxe de séjour par personne et par nuitée		
	CCTB	Conseil général	Total
Hôtel de tourisme 1 étoile Résidences de tourisme 1 étoile Meublés de tourisme 1 étoile / gîtes 1 épi Villages vacances 1,2 et 3 étoiles, Chambres d'hôtes, Emplacement dans les aires de camping-cars et des parkings touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristiques équivalentes	0,45 €	0,05 €	0,50 €

Dorénavant, les personnes exonérées de la Taxe de séjour sont limitées aux 4 cas suivants :

- Tous les mineurs de moins de 18 ans,
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employé par la communauté de communes,
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou un relogement temporaire,
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil municipal détermine (sont concernées les associations qui proposent des hébergements à des prix modiques)

Ces nouvelles dispositions sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 (JO du 30/12/2014).  
Pour les autres catégories, les tarifs restent inchangés à ceux votés en février 2014 par le conseil communautaire.

**Il est proposé au Conseil communautaire de délibérer afin de :**

**Approuver** la mise en conformité avec la loi de finances 2015,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

**DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ**

### **III- CULTURE - PATRIMOINE**

**RAPPORTEUR** : Frédéric VINCENT en l'absence de Sylvie DEZARNAUD

Mr NUCCI présente Gaëtane JAMBU à l'assemblée délibérante, nouvelle recrue de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire dans le cadre de la création du poste de direction de la Médiathèque.

#### **5. Médiathèque tête de réseau – choix du lauréat**

*Rappel : par délibération du 23 juin 2014 le Conseil communautaire a approuvé l'engagement de principe pour continuer les investigations pour l'élaboration du projet de médiathèque et la création d'un comité de pilotage.*

*Le 22 septembre, le cabinet ABCD a effectué la présentation de la première phase d'étude lors du comité de pilotage puis au Conseil communautaire.*

*Par délibérations du 27 octobre 2014, l'assemblée délibérante a validé la première phase du projet de médiathèque et a autorisé le lancement de la procédure de sélection de l'architecte par voie de concours de maîtrise d'œuvre restreint conformément aux articles 70 et 74 du code des marchés publics.*

*CCTB / Bureau communautaire/ Jeudi 12 mars 2015/Rapport préparatoire*

Le 24 novembre, le jury de concours a été constitué par Le Président / 5 membres du conseil communautaire titulaires (Sylvie DEZARNAUD – Jean Paul MONTAGNIER – Mireille BOUVIER – Jacques GARNIER – Philippe MIGNOT) / 5 membres suppléants (Patrick DURAND – Stéphane CARRAS – Gérard BECT – Axel MONTEYREMAR – Jean Claude LEBEAU) / tiers maître d'œuvre (Architecte CAUE – Directrice des services techniques de la Communauté de Communes de Bièvre Est – architecte de la DRAC). Des membres invités à voix consultative ont également permis d'enrichir les débats et d'éclairer le choix du jury.

Cette même délibération prévoyait également les modalités d'indemnisation des personnes qualifiées du jury.

Le concours s'est déroulé en plusieurs étapes :

- Le 3 novembre 2014 : envoi de l'avis d'appel à concurrence au BOAMP
- Réception des candidatures : 4 décembre 2014
- Jury de sélection le 16 décembre 2014 à l'issue duquel sont choisis 3 candidats : JL Mathais Architecte (Saint Etienne) – Arcane Architectes (Grenoble) et Vurpas architectes (Lyon).
- Date d'envoi des invitations à participer aux candidats sélectionnés : 16 décembre 2014
- Les candidats avaient jusqu'au 20 février pour faire part de leurs projets.
- Date de réunion commission technique : vendredi 27 février 2015
- Date d'analyse et de classement des offres par le jury : 4 mars 2015

Le jury a procédé à l'analyse anonyme des projets en se fondant sur les critères suivants :

- L'adéquation du projet par rapport au programme
- La qualité architecturale, environnementale et son intégration dans le site
- La compatibilité du projet avec la partie enveloppe financière affectée aux travaux ainsi que son approche en coût global

Le programmiste a ensuite donné lecture des notes synthétiques de chaque candidat et le jury a ensuite pu prendre connaissance des planches A0 en même temps que le rapport d'analyse du comité technique.

Remarque sur les projets : la sortie cinéma sur les projets 2 et 3 est plus sécurisée que sur le projet 1 / le projet 3 est le seul qui remet le cinéma dans son état originel.

Le jury a ensuite pris connaissance du coût estimé des travaux de chaque candidat :

Candidat 1 – 3 187 300 € HT – projet dans l'enveloppe budgétaire

Candidat 2 – 2 800 000 € HT – l'économiste n'a pu faire d'estimation financière, le candidat n'ayant pas détaillé son offre

Candidat 3 - 3 218 000 € HT – le projet demeure dans l'enveloppe budgétaire, un surcoût peut être éventuellement évité par le choix de techniques simplifiées

Après étude des esquisses et du rapporte d'analyse détaillé du comité technique, le jury a procédé au vote afin d'obtenir le classement des candidats :

**1<sup>ère</sup> position – candidat n°3 – 9 voix / 9**

**2<sup>ème</sup> position – candidat n°2 – 6 voix / 9**

**3<sup>ème</sup> position – candidat n°1 – 3 voix / 9**

A l'issue du classement le jury fait part d'observations qui seront à négocier avec le candidat. Ces remarques portent essentiellement sur une reprise de certains points architecturaux du projet.

Le jury a ensuite procédé à la levée de l'anonymat des projets :

Candidat n°1 = JL Mathais (3<sup>ème</sup> position)

Candidat n°2 = Arcane (2<sup>ème</sup> position)

Candidat n°3 = P. Vurpas (1<sup>ère</sup> position)

Le taux honoraire du candidat retenu est de 15,97 %.

*Le jury mandate le Président afin d'entamer des négociations sur les remarques précédemment énumérés et sur le taux d'honoraire.*

*La négociation a débuté le lundi 9 mars, et l'architecte P. Vurpas a proposé par courrier du 10 mars 2015, de réviser son taux d'honoraire fixé désormais à 14,27 %.*

*En application du code des marchés publics, il est proposé d'accorder une indemnité de 16 000 € HT à chaque candidat ayant remis une prestation et non retenu en qualité de maître d'œuvre à l'issue du concours.*

*Au regard de la proposition de classement des 3 projets faites par le jury de concours lors de sa réunion du 4 mars 2015,*

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Désigner** l'équipe Pierre Vurpas Comme lauréat du concours,

**Autoriser** le Président à signer le marché de maîtrise d'œuvre et tous documents s'y rapportant avec l'équipe Pierre Vurpas., pour un montant total d'honoraires de 459 343 € HT, correspondant à un montant prévisionnel de travaux de 3 218 000 € HT.

**Autoriser** le versement aux candidats non retenus des indemnités forfaitaires prévues au concours et précisées ci-dessus au titre du BP 2015.

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITÉ (2 VOIX CONTRE / 3 ABSTENTIONS)

## **IV- ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

### **6. Maison de santé pluri-professionnelle : jury de concours**

*Vu la délibération du 26 janvier 2015 relative à la création et composition du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la création d'une maison de santé pluri-professionnelle,*

*Considérant la nécessité de désigner le 1/3 maître d'œuvre pour la constitution totale du jury de concours,*

Sont proposés :

- Mr PEPILLO – Architecte CAUE
- Mme ROCHE – architecte
- Mr EMPTOZ – Directeur des services techniques Communauté de Communes Bièvre Isère

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Désigner le tiers maître d'œuvre :**

- Tiers maître d'œuvre :

**Prévoir** l'indemnisation des maîtres d'œuvre libéraux d'un montant de 500 euros par jour, plus frais de déplacement,

**Dire** que les autres dispositions de la délibération du 26 janvier 2015 demeurent inchangées,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

*Mr SCHMIT souhaite connaître le nom et le nombre de praticiens engagés dans ce dossier.  
Mr NUCCI précise qu'il n'a pas autorité à donner ces informations, toutefois il leur sera demandé leur autorisation à diffuser cette information.*

**DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ**

## **7. Médiathèque – modification du COPIL**

*Vu* la délibération du 23 juin 2014 approuvant l'engagement de principe pour continuer les investigations pour l'élaboration du projet de médiathèque et la création d'un comité de pilotage,  
*Vu* la délibération du 24 novembre 2014 relative à la composition du comité de pilotage,

Considérant la nécessité d'intégrer de nouveaux membres tels que :

- Un représentant de la mairie de Beaurepaire pour permettre une bonne articulation entre la construction et les aménagements urbains environnant,
- Un élu communautaire en charge des bâtiments,
- Un représentant de l'équipe bénévole qui assure aujourd'hui la gestion de la bibliothèque municipale de Beaurepaire
- Le gérant du cinéma

Nouvelle composition du comité de pilotage technique :

- Anne Marie BOYER et Hélène SCHMIDGEN-BENAUT de la DRAC
- Suzy SEGUI du Conseil général de l'Isère (Directrice de la lecture publique)
- Gaëlle EGIDIO du Conseil général de l'Isère (Maison du Territoire à Beaurepaire)
- Emmanuelle CHIFFLOT – directrice du Syndicat mixte Bièvre Valloire
- Amandine ROCHETTE (bibliothèque de Pommier de Beaurepaire)
- Christian NUCCI (Président de la CCTB)
- Sylvie DEZARNAUD (Vice-présidente de la CCTB chargée de la culture et du patrimoine)
- Jean Paul MONTAGNIER (Vice-président de la C.C.T.B. en charge des bâtiments)
- Michelle TARNAUD (membre de la commission culture et patrimoine – CCTB)
- Hugues DE LUZY (membre de la commission culture et patrimoine – CCTB)
- Philippe MIGNOT – Maire de Beaurepaire
- Catherine BARETJE – bibliothèque de Beaurepaire
- Joffrey FORMONT – gérant du cinéma

Les autres dispositions de la délibération n°2014/122 du 24 novembre 2014 demeurent inchangées.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Approuve** la modification telle que présentée ci-dessus e du comité de pilotage

**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

**DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ**

## **8. Avancement de grade**

*Vu* la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale,  
*Vu* en particulier le 2ème alinéa de l'article 49 de la loi précitée (ajoutée par l'article 35 de la loi 2007-2009 du 19 février 2007),  
*Vu* l'avis émis par le Comité Technique Paritaire,  
*Vu* la délibération du 24 septembre 2007 relative à la détermination des taux de promotion pour les avancements de grade,

Considérant le droit de certains agents à bénéficier de cet avancement de grade,

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Créer** un poste d'adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015,  
**Supprimer** un poste d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe, à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015,  
**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier et notamment l'arrêté correspondant,  
**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

## **9. Motion de soutien Clinique St Charles**

La Clinique St Charles à Roussillon doit être totalement rénovée pour être mise aux normes Réglementaires.

La construction d'un nouveau bâtiment plus moderne et moins onéreux qu'une réhabilitation était à l'étude.

L'Agence Régionale d'Hospitalisation (A.R.H), qui avait envisagé d'émettre un avis très favorable, vient de rendre publique son rapport qui n'intègre pas le financement de la clinique St Charles.

Ce rapport intitulé, « hôpital 2012 », condamne à court terme cet établissement vers sa fermeture.

Comment ne pas s'insurger contre une décision lourde de conséquences pour les habitants mais également pour le personnel médical employé, les professionnels de la santé des territoires voisins et tous les emplois indirects liés à cette clinique ?

Comment ne pas dénoncer une décision en totale contradiction avec les perspectives établies par le SCOT et qui présagent une augmentation de l'activité économique des agglomérations avoisinantes et une augmentation importante du nombre d'habitants dans les décennies futures ?

Cette orientation est lourde de conséquence pour le territoire de Beaurepaire,

- l'ARS a validé le projet de construction d'une maison de santé sur le territoire de la CCTB et ce projet ne peut se concevoir que si les médecins ont un appui médical de proximité dans les centres hospitaliers

- le secteur connaît une certaine mouvance démographique. La population âgée et la population jeune sont deux tranches d'âge qui nécessitent une médecine de proximité générale

- Avec la disparition de la clinique, le risque de désertification médicale s'accroît, les urgences et le bloc opératoire sont indispensables pour un bon service rendu aux usagers.

Les efforts de la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire pour maintenir un bon niveau de service de santé avec la maison médicale, représentant 3 millions d'investissement, pourraient être pénalisés.

Ainsi, la communauté de communes du Territoire de Beaurepaire, solidaire des Communes de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais, réclame que le rapport de l'A.R.H soit réexaminé.

Il est demandé au Conseil communautaire de se prononcer sur cette motion de soutien.

**Après en avoir délibéré le Conseil communautaire à l'unanimité,**

**Approuve** la motion de soutien en faveur de la clinique St Charles de Roussillon.

**Réclame** que le rapport de l'Agence Régionale d'Hospitalisation soit réexaminé.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

## 10. Accessibilité – groupement de commande

Dans le cadre de la loi portant sur l'accessibilité, les collectivités ont jusqu'au 25 septembre 2015 pour constituer leur dossier financier de mise en accessibilité.

Afin de permettre la constitution dudit dossier, les élus communautaires souhaitent pouvoir effectuer une mise à jour des diagnostics afin d'être en conformité avec le nouveau décret de décembre 2014.

*Vu* l'article 8 du Code des marchés publics relatif à la constitution d'un groupement de commandes,

*Considérant* la volonté de la Communauté de Communes et de ses communes membres de procéder à une mise à jour des dossiers liés à l'accessibilité,

*Considérant* que l'objectif de ce groupement est de désigner la Communauté de Communes du Territoire de Beaupaire comme coordonnateur et ayant la qualité de pouvoir adjudicateur afin d'assurer une coordination des travaux relatifs à l'accessibilité,

Une convention constitutive doit donc être signée par les membres du groupement, celle-ci définissant les modalités de fonctionnement du groupement (désignation du coordonnateur, définition des missions, modalité de leur adhésion).

Il importe de préciser que la mise en concurrence au nom du groupement sera réalisée après recensement et agrégation des besoins dans un seul cahier des charges mais qu'il appartiendra à chaque membre d'exécuter son propre marché.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Adopte** la convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'accessibilité,

**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

## V- INFORMATION SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.

Présentation des commandes passées en février 2015.

Présentation des MAPA inférieures à 90 000 € HT		
Date	Objet	Montant HT
2 février	DECI n°007 -2015 Za des Blâches Jarcieu – Mission complémentaire relative au projet d'extension de la Za des Blâches	5 400,00 € HGS Consulting
10 février	DECI 010-2015 Défense incendie – déplacement d'un poteau incendie	4 533,24 €

		Régie des eaux de Beaurepaire St Barthélémy
16 février	DECI 011-2015 Voirie – Travaux de confection de bordures d'accotement	2 800,00 € SAS Marchand
17 février	DECI 012-2015 Défense incendie – création d'une plateforme incendie à St Julien de l'Herms	10 682,50 € GMTP
17 février	DECI 013-2015 Avenant au contrat de maintenance du chauffage / climatisation	8 925,89 € TTEC
17 février	DECI 015-2015 Avenant n°2 au bail commercial Boulangerie de Bellegarde Poussieu	Loyers 200 € / mois jusqu'au 30 avril 2015
17 février	DECI 014-2015 Avenant n°3 au bail commercial commerce multiservice Pizzeria Montseveroux	Loyers 100 €/mois pendant 6 mois